

# **BGer 5A 173/2013 vom 4. Juli 2013**

Bundesgericht, 2013-07-04, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bger\\_5A\\_173\\_2013](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bger_5A_173_2013)

FR: TF 5A 173/2013 du 4 juillet 2013

IT: TF 5A 173/2013 del 4 luglio 2013

## **Regeste**

mesures provisionnelles (divorce) | Droit de la famille

## **Erwägungen**

### **E. 1**

Le recours est dirigé contre une décision finale ( art. 90 LTF ; ATF 134 III 426 consid. 2.2), rendue en matière civile ( art. 72 al. 1 LTF ), par une autorité de dernière instance cantonale statuant sur recours ( art. 75 LTF ), dans une cause de nature pécuniaire dont la valeur litigieuse est supérieure à 30'000 fr. ( art. 51 al. 1 let. a et al. 4, art. 74 al. 1 let. b LTF ). Il a en outre été interjeté en temps utile ( art. 100 al. 1 LTF ), par la partie qui a succombé dans ses conclusions prises devant l'autorité précédente ( art. 76 al. 1 LTF ), de sorte qu'il est en principe recevable.

### **E. 2.1**

Dès lors que la décision attaquée porte sur des mesures provisionnelles ( ATF 133 III 393 consid. 5.1 in fine), seule peut être dénoncée la violation de droits constitutionnels ( art. 98 LTF ). Le Tribunal fédéral ne connaît de ce grief que si le recourant satisfait au principe d'allégation ( art. 106 al. 2 LTF ), c'est-à-dire s'il soulève expressément ce moyen et l'expose de manière claire et détaillée ( ATF 134 I 83 consid. 3.2 et les arrêts cités).

### **E. 2.2**

De jurisprudence constante, une décision est arbitraire lorsqu'elle est manifestement insoutenable, méconnaît gravement une norme ou un principe juridique clair et indiscuté, ou heurte de manière choquante le sentiment de la justice et de l'équité; il ne suffit pas qu'une autre solution paraisse concevable, voire préférable; pour que cette décision soit censurée, encore faut-il qu'elle se révèle arbitraire, non seulement dans ses motifs, mais aussi dans son résultat ( ATF 137 I 1 consid. 2.4; 136 I 316 consid. 2.2.2 et les références).

### **E. 3**

Le recourant conteste avant tout le revenu que lui a imputé la cour cantonale.

### **E. 3.1**

L'intéressé est employé auprès de la société D. \_\_\_\_\_ SA en qualité de " directeur de la chaîne d'approvisionnement ". La juridiction cantonale a retenu qu'il avait réalisé en 2010 un salaire mensuel net de 37'892 fr.; à ce montant, porté à environ 38'000 fr. en 2011, venait s'ajouter un versement annuel exceptionnel de 57'199 fr. bruts versé tous les trois ans. Le Tribunal en a ainsi déduit un revenu mensuel net de 42'770 fr.

### **E. 3.2**

Le recourant soutient qu'il serait particulièrement choquant de tenir compte de ce bonus exceptionnel dès lors que non seulement son versement n'était pas garanti, mais qu'il n'était de surcroît perçu qu'une fois tous les trois ans. Les juges cantonaux lui imputaient ainsi un revenu théorique pour 2012 et 2013 en se fondant sur un bonus dont il avait bénéficié exclusivement en 2011. Cette solution serait d'autant plus choquante que son revenu mensuel net de 38'000 fr. comprenait déjà lui-même un bonus annuel de 97'345 fr. et son treizième salaire.

### **E. 3.3**

La critique du recourant est justifiée. Selon les faits retenus par la cour cantonale, le bonus exceptionnel de 57'199 fr. n'est versé que tous les trois ans. Les juges cantonaux ont néanmoins divisé cette somme par douze avant de l'inclure dans le revenu effectif net perçu par l'intéressé. En raisonnant ainsi, les magistrats ont donc annualisé le versement de ce bonus pourtant trisannuel et inévitablement procédé à une hausse du salaire effectif du recourant, ce de manière parfaitement erronée. Cette circonstance est toutefois sans incidence sur l'issue du litige (consid. 4.3 infra), de sorte qu'elle ne rend pas arbitraire la décision attaquée (consid. 2.2 supra).

### **E. 4**

Le recourant ne conteste pas le montant du revenu mensuel net de l'épouse, arrêté à 4'650 fr. par les juges cantonaux, mais critique le montant de ses charges.

#### **E. 4.1**

La cour cantonale a arrêté les charges de l'épouse à 12'650 fr. entre janvier et septembre 2012, puis à 16'400 fr. dès octobre 2012, incluant dans ces montants, en sus des charges incompressibles de l'intéressée, une somme de 3'000 fr. destinée à tenir compte des frais supplémentaires d'habillement, de ménage, de loisirs et de vacances et à garantir ainsi le train de vie mené par le couple durant la vie commune, dont les différentes procédures de mesures protectrices de l'union conjugale attestaient qu'il était élevé. C'est exclusivement ce dernier montant de 3'000 fr. que conteste le recourant, celui-ci ne remettant pas en cause les autres charges retenues par la cour cantonale (8'008 fr. [charges] + 1'179 fr. [charges liées au véhicule] + 447 fr./4'200 fr. [logement du 1er janvier au 30 septembre 2012/dès le 1er octobre 2012]). Soulignant que toute reprise de la vie commune était exclue en janvier 2012 et que le mariage n'aurait eu aucune incidence sur la situation financière de son épouse, il soutient que les juges cantonaux auraient procédé à une grossière violation de l' art. 125 CC en faisant prévaloir le principe de la solidarité sur celui de l'indépendance économique des parties.

#### **E. 4.2**

Pour la fixation de la contribution d'entretien due au conjoint à titre de mesures provisionnelles pour la durée de la procédure de divorce, l' art. 276 al. 1 2<sup>ème</sup> phrase CPC renvoie à l' art. 176 al. 1 ch. 1 CC , applicable par analogie. Le juge doit partir de la convention, expresse ou tacite, que les époux ont conclue au sujet de la répartition des tâches et des ressources entre eux ( art. 163 al. 2 CC ), l' art. 163 CC demeurant en effet la cause de l'obligation d'entretien réciproque des époux ( ATF 130 III 537 consid. 3.2). Le juge doit ensuite prendre en considération qu'en cas de suspension de la vie commune (art. 175 s. CC), le but de l' art. 163 CC , soit l'entretien convenable de la famille, impose à chacun des époux le devoir de participer, selon ses facultés, notamment par la reprise ou l'augmentation de son activité lucrative, aux frais supplémentaires qu'engendre la vie

séparée. Si la situation financière des époux le permet encore, le standard de vie antérieur, choisi d'un commun accord, doit être maintenu pour les deux parties. Quand il n'est pas possible de conserver ce niveau de vie, les époux ont droit à un train de vie semblable (cf. ATF 119 II 314 consid. 4b/aa; arrêt 5A\_710/2009 consid. 4.1 non publié aux ATF 136 III 257 ). Le juge peut donc devoir modifier la convention conclue pour la vie commune, pour l'adapter à ces faits nouveaux. En revanche, le juge des mesures provisionnelles ne doit pas trancher, même sous l'angle de la vraisemblance, les questions de fond, objet du procès en divorce, en particulier celle de savoir si le mariage a influencé concrètement la situation financière du conjoint ( ATF 137 III 385 consid. 3, précisant l' ATF 128 III 65 ).

#### **E. 4.3**

Le recourant méconnaît ainsi à l'évidence la jurisprudence qui vient d'être développée dès lors que, pour fonder ses conclusions, il axe son recours exclusivement sur l'application de l'art. 125 CC et l'absence d'influence qu'aurait eu le mariage sur la situation financière de l'intimée. Il ne conteste ainsi nullement le train de vie élevé du couple durant la vie commune, ne prétend pas que celui-ci ne pourrait être maintenu suite à la séparation des parties, ni ne démontre enfin en quoi il serait insoutenable de retenir qu'un montant de 3'000 fr. permettrait précisément de le conserver. Les multiples calculs qu'il effectue, présentés au demeurant sous un angle biaisé, ne lui sont d'aucune aide: même en tenant compte d'un revenu de 38'000 fr. par mois, une fois ses charges acquittées et la contribution versée à son épouse, son disponible se chiffre à 10'396 fr. (38'000 fr. - 19'604 fr. [charges] - 8'000 fr. [pension]), voire à 6'600 fr. à compter du 1er octobre 2012 (38'000 fr. - 19'604 fr. [charges] - 11'800 fr. [pension]). Son épouse voit quant à elle ses charges couvertes, le montant de 3'000 fr. garanti en sus restant inférieur au disponible dont bénéficie le recourant. Dans ces conditions, on ne saurait retenir que la décision cantonale est arbitraire.

#### **E. 5**

En définitive, le recours doit être rejeté, aux frais de son auteur ( art. 66 al. 1 LTF ). L'intimée n'a droit à aucun dépens dès lors qu'elle n'a pas été invitée à répondre.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.